

LE GOUVERNEMENT DICTE L'AUSTÉRITÉ LA MUNICIPALITÉ DE MONTREUIL L'APPLIQUE !

17 février, à l'Assemblée nationale :

Manuel Valls a recours à l'article 49-ter pour imposer, par un véritable coup de force, sa loi Macron. Une loi qui dérègle les droits des travailleurs et qui, en particulier, vise à faciliter les licenciements décidés par les patrons. Une loi dictée par les plans de l'Union européenne, comme le pacte de responsabilité qui ampute les dépenses publiques de 50 milliards d'euros pour offrir 41 milliards d'euros aux patrons.

La veille, 16 février :

Patrice Bessac a fait adopter son budget par le conseil municipal, en expliquant dans les documents préparatoires : *“Malgré les difficultés (...) imposées (...) par l'Etat, ce premier budget (...) parvient (...) à confirmer les orientations de la nouvelle municipalité (...) en matière de défense de l'intérêt général et de satisfaction des besoins des Montreuillois et de réponse à l'objectif de maintien de la qualité du service public local .”*

Christel Keiser, conseillère municipale du Parti ouvrier indépendant, au nom du groupe Agora Montreuilloise-POI, a exprimé sa stupéfaction : *“Si l'on comprend bien, l'Etat vole à la ville 4,3 millions d'euros et on pourrait quand même satisfaire les besoins des Montreuillois. Une telle affirmation constitue un formidable encouragement au gouvernement à poursuivre la mise en œuvre de son pacte de responsabilité. D'autant plus que, comme le dit le document, il s'agit d'une diminution cumulée des moyens. Au total, entre 2014 et 2017, si on ajoute les dépenses supplémentaires pour mettre en œuvre la réforme des rythmes scolaires, on passe de 12,5 millions d'euros en moins à près de 35 millions d'euros en moins pour les finances de la ville.”*

Mandatée par 700 Montreuillois, elle a interpellé Patrice Bessac pour l'inviter à ne pas céder à l'exigence du gouvernement de couper dans les dépenses publiques : *“Vous pouvez, vous devez refuser de répercuter ces coupes, réintégrer dans le budget les 4,3 millions d'euros que l'Etat coupe dans le budget de la commune et appeler la population à aller ensemble, et avec les autres élus du département, exiger du gouvernement qu'il nous rende les millions qui nous ont été pris.”*

A cette proposition, Patrice Bessac a répondu : *“Certes, nous condamnons le pacte de responsabilité et l'austérité. Mais nous n'avons pas d'autre choix que d'appliquer.”*

Quelles sont les conséquences de ces coupes ?

- **LA REDUCTION DES DEPENSES D'EQUIPEMENT** empêchera la réalisation des travaux nécessaires dans les écoles. Ainsi, si la réfection de la cour de l'école maternelle Méliès sera effectuée cet été, les travaux d'urgence à l'école Guy-Moquet sont renvoyés sine die et rien n'est prévu cette année concernant la poursuite des travaux à l'école Nanteuil.

- **LES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SONT DIMINUEES** d'un million d'euros (soit une baisse de près de 15 %).

• **10 % D'ECONOMIE DOIVENT ETRE REALISEES SUR LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT, AU NOM DE LA MAITRISE DE LA MASSE SALARIALE.** On comprend bien qu'il s'agit de supprimer des postes en commençant par ne pas renouveler les contrats des agents non titulaires, et le non remplacement des agents en cas de maladie ou de formation. Ce qui remet en cause les services rendus aux habitants.

• **LES IMPOTS LOCAUX DES MONTREUILLOIS VONT AUGMENTER.** Certes, la municipalité a décidé de ne pas augmenter les taux, mais la simple répercussion de la revalorisation des valeurs locatives par le gouvernement fait que, concrètement, 1,7 million supplémentaire sera prélevé dans les poches des Montreuillois, permettant de compenser partiellement les coupes imposées par le gouvernement.

Pire encore.

Le maire a annoncé que *“les difficultés seraient encore plus importantes l'année prochaine”*, car il y aura de nouvelles coupes, cumulées aux précédentes. Et pour répondre à cette situation, la clé magique serait la *“démocratie participative”*, c'est-à-dire l'association des habitants et des syndicats à la mise en œuvre des coupes budgétaires.

On va donc demander aux habitants des différents quartiers de choisir un projet contre un autre, on va demander aux représentants d'une association d'exiger davantage de subventions au détriment des autres, on va demander aux représentants du personnel et aux syndicats de choisir quels postes il faut supprimer. Tout cela, dans le cadre d'un budget d'austérité.

C'est la marche organisée à la division, un quartier contre un autre, un groupe d'intérêts contre un autre, pour appliquer le budget d'austérité imposé par l'Union européenne, par le gouvernement Hollande-Valls et par Patrice Bessac.

Le Parti ouvrier indépendant combat en toutes circonstances pour l'indépendance des organisations syndicales, contre toute forme d'intégration à l'Etat et à la municipalité.

Le Parti ouvrier indépendant combat en permanence pour aider à l'unité des travailleurs et des organisations, pour la mobilisation de millions et de millions pour bloquer la politique d'austérité du gouvernement.

Et pour ces raisons, le Parti ouvrier indépendant se félicite d'apprendre que trois organisations syndicales appellent à une journée interprofessionnelle de grève et de manifestations, le 9 avril.

A Montreuil, comme partout, il faut aider à rassembler les forces pour rejeter le pacte de responsabilité, le piège de la démocratie participative, celui de l'association des syndicats aux coupes budgétaires auxquels il convient d'opposer l'unité de la population et des organisations pour imposer le maintien des droits.

C'est-à-dire :

- **Aucune suppression de postes dans le personnel communal !**
- **Réalisation immédiate de tous les travaux nécessaires dans les écoles !**
- **Maintien des subventions aux associations !**
- **Aucune augmentation des tarifs pour les services rendus à la population !**
- **Retrait du pacte de responsabilité !**

Nous vous invitons à signer cet appel auprès des adhérents du POI ou en allant sur le site : poimontreuil.com